

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE-TRAVAIL-PROGRES

CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

PRESIDENCE DU CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

PRIMATURE

COMITE D'ORGANISATION DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

COMITE TECHNIQUE

FORCES VIVES DE LA PROVINCE DU LOGONE ORIENTAL



## REPONSE AU QUESTIONNAIRE

### THEMATIQUE 1 PAIX COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE

Thème	Questions
<b>Justice et égalité des citoyens</b>	<p>L'injustice et l'inégalité des citoyens ne favorisent pas le climat de paix et de cohésion sociale dans notre pays.</p> <p>Quelles sont les mesures que vous proposez pour les éradiquer ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Restaurer l'Etat de Droits dans notre Pays</li><li>- Pratiquer effectivement la justice sociale, l'égalité et l'équité pour tous les citoyens devant les textes de la République,</li><li>- Séparer le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif (que le pouvoir judiciaire soit véritablement indépendant du pouvoir central et que tous les Tchadiens soient égaux devant la Loi)</li><li>- Protéger les magistrats</li><li>- Dépolitiser la Justice et appliquer les lois à tous</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Repenser et promouvoir le vivre ensemble et la culture de la fraternité pour favoriser la cohésion sociale</li> <li>- Lutter contre la corruption et prôner l'impartialité judiciaire</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Comment peut-on éradiquer l'impunité dans notre pays et garantir l'égalité des citoyens devant la loi sans discrimination aucune ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Restaurer l'Etat de droit</li> <li>- La loi soit appliquée dans toutes ses rigueurs à tous sans exception aucune et que la Justice soit faite en toute circonstance de différends, délits et crimes</li> <li>- Les autorités administratives, politiques et militaires répondent de leurs actes devant la Loi</li> <li>- La Justice soit impartiale</li> <li>- Le gouvernement use de son pouvoir pour régler les conflits agriculteurs/éleveurs</li> <li>- Le partage des services publics soit équitable, équilibré et basé sur les compétences</li> <li>- La force ne prime pas sur la loi</li> <li>- L'Etat, garant de la Loi, veille à ce que la Loi soit appliquée à tous sans exception aucune</li> </ul> </div>
<p><b>Cohésion sociale et diversité culturelle</b></p>	<p>Qu'est-ce qui divise les tchadiens ?</p>

- L'injustice sociale, facteur des frustrations, des déchirures du tissu social, des rebellions répétitives et de l'impunité
- La mauvaise gestion des conflits intercommunautaires, notamment les conflits agriculteurs éleveurs
- Le mépris et l'exclusion réciproque des Tchadiens
- Les discriminations sociales et culturelles (ethnisme, le régionalisme, le clanisme et leurs corrélats)
- L'intégrisme religieux
- La question de l'accès aux postes de responsabilité
- L'ingérence de l'Etat dans l'exercice du pouvoir judiciaire

Comment faire pour que le pluralisme et la diversité culturelle deviennent davantage les traits caractéristiques de notre pays ?

- Le respect mutuel
- L'enseignement de la morale et du civisme à l'école
- La valorisation de sa culture et le respect de celle des autres
- Promouvoir et valoriser le pluralisme et la diversité culturelle de manière égalitaire dans tous les médias publics

Que faut-il faire pour la sauvegarde de la diversité sociale et culturelle ?

- Le manque de l'autorité de l'Etat
- La mauvaise gestion des ressources naturelles
- Les créations anarchiques des unités administratives

- L'ingérence des autorités administratives et militaires dans la gestion des conflits communautaires
- La corruption et l'injustice
- Mener une forte sensibilisation sur le respect des valeurs républicaines, contre l'intolérance religieuse et l'instrumentalisation des citoyens à des fins politiciennes

Quelles sont les principales causes des conflits communautaires ?

- Moderniser l'élevage au Tchad
- Que les autorités administratives et militaires arrêtent l'élevage
- Restaurer l'autorité de l'Etat
- Respecter les textes qui légifèrent les chefferies traditionnelles
- Respecter le calendrier agricole et la descente des éleveurs,
- Cantonner les bœufs en période de pluie
- Sanctionner ceux font usage abusif de la dia

Comment peut-on régler efficacement ces conflits ?

- Redéfinir et réactualiser et respecter les couloirs de transhumances
- Imposer le respect du calendrier agricole
- Relever systématiquement toutes les autorités administratives et militaires devenues éleveurs

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le programme hydraulique pastoral par la multiplication des points d'eau</li> </ul>
<p><b>Forces de défense et sécurité au Service de l'unité nationale et de la paix</b></p>	<p>Les forces de défense et de sécurité exercent-elles leurs missions régaliennes ? peuvent-elles jouer le rôle d'agent de développement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les missions régaliennes de défense de l'intégrité du territoire et de la sécurité des Institutions sont bien exercées par les FDS. Cependant, elles n'assurent pas bien leur rôle de protection des personnes et leurs biens et ne contribuent au développement</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Comment doit-on faire pour que l'armée soit perçue par les citoyens comme une armée véritablement nationale ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer de façon équitable la représentation géographique de toutes les composantes de la nation tchadienne et de toutes les communautés tchadiennes dans les FDS</li> <li>- Redéfinir la mission des FDS</li> <li>- Poursuivre la professionnalisation et la modernisation des FDS</li> <li>- Favoriser l'égalité des chances pour tous pour l'accès aux FDS</li> <li>- Recadrer les FDS</li> <li>- Arrêter la discrimination dans les distributions de grade et encourager l'excellence</li> <li>- Eviter les remplacements numériques</li> </ul> </div> <p>Comment appréciez-vous les projections de nos forces de défense et de sécurité à l'extérieur du pays ?</p>

	<p>Les FDS sont une fierté nationale à l'extérieur du Pays. Leurs actions sont saluées autant pour leur bravoure, que pour leur professionnalisme cependant il faut limiter et règlementer les interventions à l'extérieur, bien traiter les FDS et prendre en charge les orphelins et veuve des FDS tombées sur le champ d'honneur.</p>
<p><b>Réconciliation nationale et paix durable</b></p>	<p>Qu'est-ce qui explique les échecs quasi-systématiques des accords de paix conclus avec les politico-militaires ? et comment y remédier ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'actualisation et la mise en œuvre effective d'un vaste programme de démilitarisation, de démobilisation et de réinsertion des anciens éléments des groupes politico-militaires</li> <li>- L'intégration des éléments dans les FDS et dans la fonction publique</li> <li>- Le respect mutuel des engagements souscrits</li> </ul> <p>Quel sont les facteurs de réussite d'une paix durable ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'amour et le respect mutuel entre tchadiens</li> <li>- La participation de toutes les forces vives de la nation au dialogue national inclusif, sans aucune discrimination</li> <li>- Le pardon sincère, une amnistie générale et des mesures de grâce à tous les groupes politico-militaires qui accepteraient de renoncer à la lutte armée</li> <li>- S'unir autour de valeurs supérieures de la nation</li> </ul>

## THEMATIQUE 2 : FORME DE L'ETAT, CONSTITUTION, REFORMES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS ELECTORAL

Thème	Questions
<p><b>Constitution et Institutions</b></p>	<p>Que pensez-vous des constitutions de 1996 et 2018 ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La constitution de 1996 est adaptée pour le bon fonctionnement de notre pays.</li> </ul>

Que peut-on améliorer ou changer dans ces deux textes pour trouver une Loi fondamentale consensuelle ?

- Son amélioration est de supprimer la médiation et le Conseil Economique, Social et culturel en intégrant la HAMA à la place du HCC

Que vous inspire la forme actuelle de l'Etat ? (Etat unitaire fortement décentralisé ?) selon vous, est-elle adaptée au pays ou pas ? si non que proposeriez-vous ?

- La forme actuelle de l'Etat est la mieux adaptée pour le Tchad avec le suivi de l'applicabilité des textes stricte et à la rigueur. Son maintien aidera au développement de nos provinces à travers l'autonomie de gestion. Pour cela, les différents niveaux de la décentralisation doivent être effectifs. A cela, il faut revoir le principe de l'unicité des caisses qui fragilise le bon fonctionnement des communes.

Pensez-vous le recours à un référendum est nécessaire pour l'adoption de la nouvelle constitution ?

- Le référendum est le processus par lequel la population exprime son avis par le vote. Mais cette question du référendum n'est pas bien perçue par la majorité de la population. Il faut demander l'accord des corporations pour avaliser la nouvelle constitution : un référendum d'élites. Mais le choix des élites peut mettre aussi en mal une catégorie de personnes. Pour cela, la vulgarisation de la constitution par les partis politiques est nécessaire mais le manque de moyens de ces partis limitera leur action.

Que pensez-vous de la création du Sénat à côté de l'Assemblée Nationale ?

- La création du Sénat à côté de l'Assemblée Nationale est une nécessité à l'Etat actuel du pays. Il est contre-pouvoir pour l'Assemblée Nationale et l'exécutif. Ils ne doivent pas être des

	<p>figuratifs. Les Sénateurs entérinent ou rejettent les décisions prises par le Président ou l'Assemblée Nationale.</p>
	<p>Doit-on revenir à la création des grandes Institutions (Conseil Constitutionnel, Cour Suprême, Cour des Comptes, Médiature, Haut Conseil de Communication, etc..) tel que prévus dans la constitution de 1996 ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les grandes institutions telles que la Cour Suprême, le Conseil Constitutionnel, la Cour des Comptes, etc. doivent être maintenue mais la Médiature et le Conseil Economique, Social et Culturel doivent être supprimées. La HAMA remplace le HCC.</li> </ul>
	<p>Pensez-vous que la séparation des pouvoirs est respectée dans notre pays ? si non, comment peut- l'améliorer ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La séparation des pouvoirs n'est pas respectée dans notre pays car il ya influence de l'exécutif sur le judiciaire et le législatif. Son amélioration demande l'indépendance totale des différents pouvoirs vis-à-vis de l'exécutif</li> </ul>
	<p>Que pensez-vous du fonctionnement de la justice dans notre pays ? Avez-vous des propositions pour améliorer son indépendance et son impartialité ?</p> <p>Le fonctionnement de la justice ne marche pas à tous les niveaux par le fait de l'ingérence de l'exécutif dans le fonctionnement de celle-ci ainsi que la nomination.</p> <p>A cet effet, il faut que ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les juges soient proposés par leur pairs ;</li> <li>- Revoir le niveau de l'instruction à travers le système de recrutement ;</li> <li>- Mettre fin à l'arnaque de la population par les magistrats ;</li> <li>- Combattre la corruption ;</li> <li>- Le Président ne doit pas être le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature ;</li> <li>- Revoir le critère de recrutement des arabophones et des non juristes ;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les juges doivent être placés sous l'autorité du Procureur Général et non celle du Ministre ;</li> <li>- La non politisation de la justice ;</li> <li>- Recadrer le Haut Conseil de la Magistrature selon les principes de compétence;</li> <li>- L'organisation des élections des juges ;</li> <li>- L'audition des magistrats en activité ;</li> <li>- Sanctionner les magistrats véreux ;</li> <li>- Appliquer la dualité judiciaire au Tchad en séparant la juridiction judiciaire et la juridiction administrative comme dans le système français</li> <li>- En fin donner l'indépendance au pouvoir judiciaire.</li> </ul>
<p><b>Administration du territoire et gouvernance locale</b></p>	<p>Que pensez-vous du fonctionnement de notre système d'administration du territoire ? quels changements doit-on y apporter ?</p> <p>L'administration du territoire est gérée comme une école car les administrateurs nommés ne sont pas formés. Il s'agit des récompenses aux parents pour se débrouiller.</p> <p>A cet effet, il faut le recyclage des administrateurs à tous les niveaux à savoir les Sous-préfets, les Préfets et les Gouverneurs. Leur formation doit être orientée vers le développement. Ainsi l'autorité de l'Etat doit être restaurée en combattant ainsi l'injustice, l'impunité en mettant l'accent sur les principes comme l'impartialité, le respect de l'autorité de l'Etat, l'équité et instaurer la paix sociale car en ce moment le système de notre administration est un dépotoir.</p> <p>La lettre de noblesse de l'administration peut être redorée en mettant l'accent sur le transfert de compétence, la formation continue, nommé les administrateurs formés par les écoles créées à cet effet. Ainsi, il faut mettre fin à la politisation de l'administration qui peut jeter une fondation solide avec les mesures d'accompagnement telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Doter le ministère de l'administration du territoire d'un statut particulier ;</li> <li>- Restaurer le poste de Sous-préfet adjoint ;</li> <li>- Respecter l'autorité de l'Etat ;</li> </ul>

- Créer le poste d'adjoint au Préfet car le secrétaire général est un technicien ;
- Donner un bon salaire aux administrateurs ;
- Evaluer la gestion des administrateurs ;
- Récompenser les bons administrateurs ;

Donner un temps aux administrateurs pour montrer leur compétence (trois ans maximum dans un poste) car l'instabilité dans l'administration freine le développement

Quel bilan faites-vous du fonctionnement des communes depuis leur mise en place en 2012 ? A votre avis, qu'est-ce qui n'a pas bien marché et comment y remédier ?

Le bilan de l'exercice des Communes est un échec total car l'exécutif s'ingère dans la gestion financière des Communes. Le Maire doit jouer son rôle d'ordonnateur des dépenses et des recettes. Mais dans la pratique, la tutelle ne facilite pas l'exécutif l'exercice de son travail. Alors le principe de légalité permet à la tutelle de faire le contrôle de la Commune. La gestion doit être exclusivement par la Commune. Le contrôle de la tutelle doit être un contrôle à priori en ce qui concerne le budget des Communes et à posteriori à travers les actes du Maire.

Alors pour mieux aider les Communes à jouer pleinement leur rôle en :

- Informer et former les conseillers à travers les sessions de formation ;
- L'Etat doit aider les Communes à fonctionner ;
- Revoir le principe de l'unicité des caisses pour les Communes en créant un compte bancaire ;
- Revoir le critère d'éligibilité des conseillers municipaux ;
- La communalisation des espaces ;
- Sensibiliser de plus en plus les conseillers municipaux ;

La tutelle exerce son contrôle de manière abusive, ce qui crée un conflit entre la tutelle et l'exécutif. Il n'y a pas de tutelle sans texte et de tutelle au-delà des textes.

	<p>Quels rôles la chefferie traditionnelle peut-elle jouer dans le système de gouvernance de notre pays ? Quelles reformes peut-on y apporter ?</p> <p>Les chefferies traditionnelles sont les dépositaires des us et coutumes. Pour cela, les chefferies traditionnelles doivent créer par la politique. Elles doivent jouer leur rôle des collaborateurs de l'administration et de garant des us et coutumes. Les chefs ont perdu leur rôle compte tenu de la politisation des chefferies. Pour cela, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter la création abusive des chefferies traditionnelles ; Appliquer la loi 013 de 2010 qui concerne les chefferies traditionnelles ;</li> <li>- Revenir aux trois niveaux de chefferies traditionnelles à savoir le sultanat, le canton et le village ou Ferricks ;</li> <li>- Abolir les cantons nomades ;</li> </ul> <p>Respecter les autorités traditionnelles qui doivent leur rôle de garant des us et coutumes et de conciliateur.</p>
<p><b>Partis Politiques et processus électoral</b></p>	<p>Quel est selon vous, la durée idéale pour le mandat du Président de la République, des Députés, des Sénateurs ou des Elus locaux ? Justifiez ?</p> <p>La durée du mandat doit être de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cinq ans renouvelable une seule fois pour le Président de la République ;</li> <li>- Six ans pour les Sénateurs ;</li> <li>- Quatre ans pour les députés ;</li> <li>- Six ans renouvelable une seule fois pour les élus locaux.</li> </ul> <p>L'âge requis pour faire acte de candidature est de 35 ans au minimum et 70 ans maximum. Le nombre des sièges doit être au prorata du nombre de la population et ce sur le critère de compétence.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Quelles reformes proposeriez-vous pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle ?</p> <p>Pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle, il faut :</p> </div>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir la représentation des partis dans les provinces (minimum 12 provinces selon les textes) ;</li> <li>- Orienter les partis politiques leur projet de sociétés dans des regroupements des partis ;</li> <li>- Inciter les partis à se regrouper selon les tendances.</li> </ul>
	<p>Afin de garantir des élections libres, transparentes et crédibles, quelles améliorations proposeriez-vous au cadre institutionnel et juridique actuel des élections dans notre pays ?</p> <p>Pour mieux garantir les élections libres, transparentes et crédibles, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La transparence à travers une élection selon un consensus ;</li> <li>- Revoir les critères des membres du Cadre National de Dialogue Politique ;</li> <li>- Axer le choix selon la compétence à l'issue d'une élection ;</li> <li>- Appliquer les dispositions du code permettra d'éviter toutes les erreurs commises à l'exemple de l'utilisation des biens matériels et financier de l'Etat ;</li> <li>- La création des démembrements du Cadre National du Dialogue Politique dans les Provinces et Départements ;</li> <li>- Modifier l'âge pour les élections présidentielles ainsi les critères pour acte de candidature.</li> </ul>
	<p>Avez-vous d'autres suggestions à faire ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter le caractère additionnel des 5% des revenus pétroliers ;</li> <li>- Lever dans un bref délai la mesure de blocage du compte de cette institution ;</li> <li>- Insérer la province du Logone Oriental dans les programmes et projets de développement national</li> <li>- Respecter le principe de la Laïcité de l'Etat surtout éviter l'organisation des Examens et concours les dimanches</li> </ul>

--	--

### THEMATIQUE 3 : DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

Thème	Questions
<b>Droits humains, libertés fondamentales et les droits de la défense</b>	<p>L'effectivité de l'exercice des libertés et des droits de l'Homme est-elle garantie dans notre pays et singulièrement dans votre Province ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les libertés et les Droits de l'homme sont garantis dans notre pays et dans notre province par la loi fondamentale de la République et les textes subséquents. Cependant, l'effectivité de leur exerce pose problèmes.</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Que faut-il faire pour améliorer davantage la situation des droits de l'Homme dans notre pays en général et/ou dans votre province ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La sanction des auteurs et des complices de violation de Droits de l'Homme ;</li> <li>- La séparation des pouvoirs : exécutifs, judiciaires et législatifs ;</li> <li>- La non implication du politique dans la défense des auteurs et des complices de violation de Droits de l'Homme ;</li> <li>- La nomination des autorités compétentes à tous les niveaux ;</li> <li>- Eduquer et sensibiliser la population sur les libertés fondamentales ;</li> <li>- Eviter les considérations ethniques, religieuses et les nominations par affinité ;</li> <li>- L'impartialité dans la gestion des conflits agriculteurs/éleveurs ;</li> <li>- Le respect des autorités traditionnelles et coutumières</li> </ul> </div>
<b>Libertés syndicales et associatives</b>	<p>Quelles sont les entraves à l'exercice des droits des syndicats et à la promotion du rôle de la société civile dans notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les forces de défense et de sécurité et les autorités administratives constituent en partie les entraves à l'exercice des droits des syndicats ;</li> <li>- Arrestations arbitraires des Responsables syndicaux et leurs membres ;</li> <li>- La méconnaissance et la non application des textes ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le non-respect des règles statutaires et réglementaires régissant les syndicats et associations ;</li> <li>- Les syndicats et la société civile sortent de leur rôle traditionnel ;</li> <li>- L'incivisme caractérisé de certaines organisations syndicales</li> </ul>
<p><b>Démocratie et citoyenneté</b></p>	<p>Quelles sont les pistes d'amélioration des libertés syndicales et associatives ? Que proposeriez-vous ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est souhaitable que les domaines d'activités des syndicats soient clairement définis pour empêcher toute dérive et immixtion dans le domaine qui ne relève pas de leur compétence.</li> <li>- La formation des membres des syndicats, des associations et les auxiliaires de la justice sur le respect des conventions et traités internationaux que notre pays a ratifié.</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Comment renforcer d'avantage l'efficacité de la démocratie dans notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'effectivité de la démocratie se reflète dans l'organisation régulière des élections dans notre pays. Elle s'exprime par le respect de la constitution et de tous les textes qui organisent l'Etat et par une justice impartiale qui s'applique à tous sans distinction ;</li> <li>- Le respect du principe de la neutralité par les autorités administratives ;</li> <li>- Le libre exercice des partis politiques ;</li> <li>- Gérer et répartir équitablement les ressources du pays</li> </ul> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Au regard de l'importance du droit de vote pour les citoyens, quelles sont les dispositions à prendre pour garantir à chacun le plein exercice de ce droit ? les dispositions à prendre pour garantir le plein exercice du droit de vote à chaque citoyen -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation d'un recensement électoral fiable ;</li> <li>- Tous les citoyens à l'âge de voter disposent de leur carte électorale ;</li> <li>- Procéder à la formation des citoyens pour qu'ils puissent mieux maîtriser les procédures et le mécanisme de vote ;</li> <li>- Garantir le libre exercice de vote aux forces de défense et sécurité</li> </ul> </div>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à la disposition de l'autorité compétente des registres d'acte de naissance et bannir le faux dans leur délivrance, et créer les centres d'état civil secondaires dans les cantons</li> </ul> <p>Comment garantir la transparence du processus électoral dans notre pays ? la transparence du processus électoral dans notre pays impose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer la condition de participation au vote de tous les citoyens ;</li> <li>- Examiner tous les recours formulés par les citoyens lors des contentieux électoraux et y donner suite pour rendre la confiance à tous les électeurs ;</li> <li>- Eviter le bourrage des urnes et le vote des mineurs ;</li> <li>- Le respect par tous du code électoral ;</li> <li>- Disposer d'un fichier électoral fiable et constamment mis à jour ;</li> <li>- Organiser des élections transparentes, libres et crédibles.</li> </ul>
<p><b>Liberté de la presse et rapports médias-pouvoirs publics</b></p>	<p>Que pensez-vous de l'exercice de la liberté de presse dans notre pays ? la liberté de presse est garantie dans notre pays ; cependant,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le non-respect des lignes éditoriales par certaines presses ;</li> <li>- L'utilisation des non professionnels par certains responsables des médias</li> <li>- L'accès inéquitable de tous dans tous les médias ;</li> </ul> <p>Quelles propositions faites-vous dans le sens du renforcement de la liberté de la presse dans notre pays et dans votre Province en particulier ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour renforcer la liberté de la presse dans notre pays et par conséquent dans notre province ; les propositions sont les suivantes</li> </ul> <p><b>Aux médias :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exercice de la liberté de la presse est garantie par la constitution, mais elle a besoin plus de soutien de la part des autorités administratives, judiciaires et militaires</li> <li>- Respecter les règles d'éthique et de déontologie régissant la profession ;</li> <li>- Tenir compte de leur mission sociale en facilitant le dialogue, la compréhension mutuelle, la prévention et le règlement des conflits ainsi que la cohésion sociale</li> </ul>

	<p><b>Au Gouvernement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des universités et des instituts publics de formation initiale et continue des journalistes ;</li> <li>- Augmenter l'aide à la presse ;</li> <li>- Veiller à la professionnalisation du métier de journalisme ;</li> <li>- Renforcer les capacités des stations provinciales en vue de promouvoir les valeurs économiques, culturelles et sociales en consolidant la paix, l'unité nationale, la cohésion pacifique et le vivre ensemble ;</li> <li>- La spécialisation des journalistes</li> </ul>
<p><b>Les traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcés</b></p>	<p>Les traitements cruels inhumains et dégradants sont partis des infractions prévues et punies par les Lois de la République et les conventions internationales. La répression de ces pratiques interdites est-elle réellement assurée par les juridictions nationales ? si non, que proposeriez-vous pour surmonter les entraves à la répression de ces pratiques ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle est partiellement assurée par les juridictions nationales. Ces pratiques et ces traitements inhumains sont interdits de manière formelle par les lois nationales. Cependant, dans les faits, ces pratiques continuent à être appliquées par certains éléments des forces de l'ordre. A titre d'exemple, la torture communément appelée « ARBATACHAR » est toujours en vigueur dans notre province. Nous proposons entre autre :</li> <li>- La suppression des pratiques « ARBATACHAR » ;</li> <li>- Mettre fin aux arrestations arbitraires et extrajudiciaires ;</li> <li>- Lutte contre l'impunité dans les juridictions nationales ;</li> <li>- Le respect du délai de garde à vue</li> <li>- Amélioration des conditions de détention.</li> </ul>
<p><b>Droits des personnes vulnérables</b></p>	<p>Comment assurer une protection optimale des handicapés, des enfants et des femmes ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La plus grande difficulté des handicapés est leur insertion sociale et professionnelle à cause de leur handicap. L'Etat devra veiller à créer les</li> </ul>



	<p>conditions pour permettre ou faciliter cette insertion et assurer ainsi une protection optimale de la population vulnérable.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les femmes et les enfants, l'adoption d'un code de la famille pourrait créer les conditions juridiques d'une protection légale de cette population cible souvent victime des violences ;</li> <li>- Respecter le cota accordé aux femmes et aux handicapés ;</li> <li>- Eviter la stigmatisation des personnes handicapées.</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Comment faire respecter les droits de chacune de ces catégories de personnes ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Etat doit réprimer toutes les injustices faites à l'encontre de ces personnes</li> </ul> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>En raison de leur vulnérabilité, quelles sont les stratégies spécifiques à adapter en leur faveur ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les soumettre aux mêmes pieds d'égalité dans les formations professionnelles et les insérer dans la vie professionnelle ;</li> <li>- Les impliquer et prendre en compte leur avis et suggestion lors des grandes assises</li> </ul> </div>
<p><b>Sécurité sociale et institutions des prévoyances sociales</b></p>	<p>La politique nationale en matière de sécurité sociale répond-elle aux attentes des citoyens ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'inexistence d'une couverture sanitaire universelle est véritablement un handicap majeur dans notre pays et fait que la politique en matière de sécurité sociale ne répond pas aux attentes du pays ;</li> <li>- L'accès inéquitable et insuffisant au service de sécurité sociale ;</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Les institutions de prévoyance sociale sont-elles suffisamment outillées et disposent-elles des moyens d'actions à la dimension de leur mission ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non, elles ne sont pas suffisamment outillées et ne disposent pas des moyens conséquents à la dimension de leur mission</li> </ul> </div>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A l'exemple de la misère que vivent les retraités civils et militaires pour la perception de leurs allocations en constitue une preuve édifiante.</li> </ul>
	<p>Que faut-il faire pour améliorer la politique de protection sociale dans notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Etat devra mettre en œuvre le projet de la couverture sanitaire universelle pour permettre aux plus démunis de faire face aux difficultés quotidiennes ;</li> <li>- L'Etat doit prévoir les mesures d'accompagnement aux retraités civils et militaires</li> </ul>

#### THEMATIQUE 4 POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES

Thème	Questions
<b>Conditions d'amélioration des politiques sectorielles</b>	<p>Comment assurer une « bonne » gouvernance des ressources publiques en termes de mobilisation, de gestion et de reddition de compte relativement aux derniers publics ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Tchad regorge d'énormes potentialités agro-pastorales : une nappe phréatique inestimable et de sources énergétiques qui ne demandent qu'à exploiter afin de restructurer et de diversifier les sources des revenus. Pour cela il faudra mettre en place une politique de formation des cadres de qualité et veiller au suivi d'accumulation de ces revenus</li> </ul>
	<p>Comment améliorer davantage le climat des affaires pour une utilisation optimale des ressources nationales en vue du développement économique de notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'expérience a montré que la privation fonctionne beaucoup mieux. Aussi, pour améliorer le climat des affaires, il convient d'initier la création des Entreprises avec une réglementation efficace, soutenir les opérateurs économiques en payant leurs dettes, en les accordant des exonérations en allégeant certains taxes et renforcer leur capacité à mieux faire</li> </ul>
	<p>Comment assurer un développement rural durable ?</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour un développement rural durable, il faut moderniser le système d'exploitation Sylvio-pastorale par la mise en place des équipements de productions, encadrer, orienter les cultivateurs et les éleveurs pour une compétitive.</li> </ul>
	<p>L'évolution démographique galopante non encadrée crée des difficultés de gestion de nos Villes. Quelle politique urbaine durable peut-on envisager pour répondre aux exigences de qualité de vie ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On constate au Tchad que les espaces sont occupés de façon anarchique avant leur viabilisation par les services publics. Donc il convient de procéder à l'urbanisation des terrains avant leur occupation. Lutter contre la pollution, veiller à l'assainissement des villes.</li> <li>- Rendre l'accès à l'eau et l'électricité de manière pérenne</li> </ul>
	<p>Comment combler les insuffisances des politiques sectorielles ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour combler les insuffisances relevées dans les politiques publiques sectorielles il faut :</li> <li>- Créer un cadre vie propice à l'épanouissement du bien être de la population ;</li> <li>- Augmenter le volume de financement de l'économie sur les ressources locales ;</li> <li>- Créer les institutions financières spécialisées</li> </ul>
	<p>Comment améliorer le capital humain qui est la base de tout développement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La valorisation du capital humain repose sur les actions suivantes :</li> <li>- Promouvoir l'accès aux soins de la population et aux services socio-éducatifs</li> <li>- Développer une politique de formation emploi permanent, créer les opportunités d'embauche en faveur de la jeunesse</li> </ul>
	<p>Comment expliquer la prépondérance du secteur extractif dans l'économie et le budget national ? comment diversifier notre économie ?</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis l'exploitation des ressources naturelles (pétrole, ciment..) ce qui a engrangé d'énormes recettes fiscales au pays. On a tendance à négliger les autres secteurs notamment l'agropastoral. Il faudra donc redynamiser ces secteurs, mais aussi promouvoir les AGR et le PME</li> </ul> <p>Pourquoi les Lois, institutions et mécanismes de suivi de politiques publiques ne concourent-ils pas à asseoir une bonne gouvernance des secteurs publics ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Lois, Institutions et mécanisme de suivi de politique publique ne concourent pas à asseoir une bonne gouvernance des secteurs publics en raison de :</li> <li>- L'impunité notoire qui caractérise cette politique ;</li> <li>- La corruption érigée en système de gouvernance</li> </ul>
--	--

## THEMATIQUE 5 QUESTIONS SOCIALES

Thème	Questions
<b>Questions liées à l'éthique, aux comportements et aux valeurs</b>	<p>Quelles politiques et mesures adéquates à adopter pour faire face à la dégradation de l'éthique et des valeurs morales traditionnelle et religieuses dans notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les programmes d'enseignement de l'éthique dans les sociétés respectives ;</li> </ul> <p>Promouvoir les valeurs morales, traditionnelles et religieuses</p> <p>Comment faire pour mettre efficacement en interaction les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?</p> <p>Pour mettre efficacement en interaction les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inculquer les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses sans distinction de croyance ;</li> <li>- Sensibilisation à différents niveaux : ménages, chefferies traditionnelles et Etat ;</li> </ul>

	<p>Comment faire pour inculquer aux citoyens un bon usage des réseaux sociaux ?</p> <p>Pour inculquer un bon usage des réseaux sociaux, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre sur pied une bonne politique de l'utilisation des réseaux sociaux et la faire accompagner des mesures ;</li> <li>- Conscientiser les citoyens sur les bienfaits et les conséquences de l'utilisation des réseaux sociaux ;</li> </ul>
<p><b>La moralisation de la vie nationale, la lutte contre la corruption, les détournements et les prévarications et prédatons de toutes sortes</b></p>	<p>Que faire pour donner à la gouvernance de notre pays une image saine et digne d'une société tournée vers le développement et le progrès social ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour donner à la gouvernance de notre pays une image digne d'une société tournée vers le développement et le progrès social, il faut lutter contre la discrimination pour permettre l'accès de tout le monde à la chose publique.</li> </ul> <p>Que faut-il faire d'avantage pour lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite et les abus de biens publics ?</p> <p>Pour ce faire, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appliquer les lois ;</li> <li>- Créer une commission nationale indépendante du pouvoir exécutif, chargée de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite ;</li> <li>- Le Parlement est chargé de voter des lois contre ces pratiques ;</li> <li>- La société civile doit jouer pleinement son rôle d'éveil des consciences à la citoyenneté ;</li> <li>- Les médias doivent informer, sensibiliser les populations sur les méfaits de la corruption.</li> </ul>
<p><b>Les chefferies traditionnelles</b></p>	<p>Les Chefs traditionnels sont les gardiens de nos valeurs morales. Ils sont garant de nos us et coutumes.</p>

	<p>Quelle place et quel rôle leur accorder pour leur pleine participation au développement de leurs communautés respectives ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'application intégrale de la loi organique n° 13 du 25 août 2010</li> </ul> <p>Quel rôle peuvent-ils jouer entre les différentes communautés ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est recommandé au Gouvernement d'appliquer l'article 7 de la loi 13 du 25 août 2010 susmentionnée ;</li> </ul> <p>Quel rôle peuvent-ils jouer entre leurs communautés respectives et les pouvoirs publics ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon les dispositions de l'article 2 de la loi 13, les chefs traditionnels servent de relais entre l'administration et les administrés. A ce titre, ils sont donc une courroie de transmission entre les pouvoirs publics et leurs communautés.</li> </ul> <p>Quel type de collaboration peut-on développer entre la chefferie traditionnelle, les leaders religieux et la société civile ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les chefs traditionnels, les leaders religieux et la société civile doivent jouer le rôle de conciliateur et garants de nos valeurs culturelles.</li> </ul>
<p><b>Les congrégations religieuses</b></p>	<p>La laïcité de l'Etat tchadien est reconnue par toutes les constitutions depuis l'indépendance de notre pays. Malheureusement ce principe est souvent mis à rude épreuve.</p> <p>Que faut-il faire pour promouvoir davantage la laïcité de l'Etat ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le respect de la constitution</li> </ul> <p>Quel rôle l'Etat peut-il jouer pour garantir la laïcité de l'Etat, la cohabitation pacifique, le vivre ensemble des populations et l'entente entre les différentes confessions religieuses ?</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le respect des lois et de la dignité d'autrui.</li> </ul> <p>Que peut faire l'Etat pour aider les confessions religieuses à mieux jouer leur rôle dans la quête de la paix sociale, ainsi que pour la paix intra et inter-religieuse ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Etat doit jouer son rôle de juge et observer la neutralité.</li> </ul>
<p><b>La question de la Dia</b></p>	<p>La dia est une pratique acceptée dans certaines communautés de notre pays. Que doivent faire les pouvoirs publics pour éviter un usage généralisé de cette pratique qui met à mal le vivre ensemble entre les communautés qui la pratiquent et celles qui ne la connaissent pas ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Etat doit s'en tenir aux textes juridiques.</li> </ul>
<p><b>Le Bilinguisme</b></p>	<p>Le bilinguisme (Français Arabe) fait partie du programme d'enseignement dans notre pays dès son accession à l'indépendance.</p> <p>Que doivent faire les pouvoirs publics pour que l'enseignement du français et de l'Arabe soit d'avantage une réalité nationale ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation continue des enseignants francophones en arabe et des arabophones en français ;</li> <li>- Dans le cadre du bilinguisme tchadien, l'arabe enseigné doit être l'arabe littéraire.</li> <li>- La formation initiale doit commencer dès la maternelle ;</li> </ul> <p>Faire le suivi des arabophones dans leur poste d'exercice</p> <p>Que faire pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et les religions ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La sensibilisation des usagers de ces langues.</li> </ul> <p>Comment faire pour promouvoir le multilinguisme dans notre système éducatif ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir le multilinguisme à travers les programmes d'enseignement.</li> </ul>

<p><b>La solidarité avec les couches vulnérables ; la lutte contre les précarités et la pauvreté ; les mutilés de guerre ; le problème de la migration ; l'exode rural.</b></p>	<p>Les questions liées aux couches vulnérables, à la lutte contre la pauvreté, aux mutilés de guerre, à la migration et à l'exode rural ont comme dénominateur commun la précarité.</p> <p>Que doivent faire les pouvoirs publics pour résoudre la précarité à laquelle font face les couches vulnérables ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir une bonne gouvernance et impliquer réellement l'Etat dans la gestion de ces problèmes.</li> </ul> <p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités et promouvoir la solidarité ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Etat doit encourager les initiatives de développement local et la politique de vivre ensemble.</li> </ul> <p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils faire pour contenir l'exode rural ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'idéologie dans l'entrepreneuriat rural ;</li> <li>- Faire appliquer la justice sociale ;</li> </ul>
<p><b>La dimension genre et la promotion de la femme</b></p>	<p>Un effort réel est constaté dans l'évolution du statut de la femme, ainsi que la dimension genre.</p> <p>Que doivent faire les pouvoirs publics pour promouvoir davantage la dimension genre afin de garantir le progrès social, économique et politique de la femme ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les milieux ruraux ;</li> <li>- Respecter la parité de la femme dans les fonctions nominatives et électives dans tous les secteurs publics et privés;</li> <li>- Appliquer les textes interdisant le mariage précoce et le code réprimant la violence basée sur le genre ;</li> <li>- Equiper les femmes rurales pour un épanouissement économique et éducatif en vue de franchir l'étape de l'autonomisation ;</li> <li>- Veiller à la scolarisation et au maintien des filles à l'école.</li> </ul>



<b>Le trafic d'enfants</b>	<p>Le trafic d'enfants qui est phénomène nouveau au Tchad prend malheureusement de proportions inquiétantes. Quelles politiques et stratégies à mettre en œuvre pour éradiquer ce phénomène dans notre pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Adopter le code de l'enfant ;</li><li>- Réprimer les parents et leurs complices dans le trafic d'enfants</li></ul>
----------------------------	--

Le Présidium est composé ainsi qu'il suit :

Président : Monsieur TILO DIONLALTAREL

Vice-président : ABE GREGOIRE NGARMADJI

Rapporteur Général : Mme MBATOUDJI NDOLENGAR Nathalie

Rapporteur Général Adjoint : ALLARABAYE MBAIGOTO IRENEE

Fait à Doba, le 30 octobre 2021

Les participants